HAL
open science

POPULATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Gérard-François Dumont

To cite this version:

Gérard-François Dumont. POPULATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE. Historiens et géographes, 2010, pp.81-95. halshs-01435706

HAL Id: halshs-01435706

https://shs.hal.science/halshs-01435706v1

Submitted on 15 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Par Gérard-François DUMONT*

Population et développement durable

« J'ai reçu, Monsieur, votre nouveau livre contre le genre humain. Il prend envie de marcher à quatre pattes quand on lit votre ouvrage. Cependant, comme il y a plus de soixante ans que j'en ai perdu l'habitude, je sens malheureusement qu'il m'est impossible de la reprendre. Et je laisse cette allure naturelle à ceux qui en sont plus dignes que vous et moi ».

Lettre de Voltaire à Jean-Jacques Rousseau, le 30 août 1755.

La géodémographie consiste à étudier les populations, et notamment la façon dont se succèdent les générations sur les territoires. Elle se trouve donc liée à la définition du développement durable, selon lequel le développement, éminemment souhaitable, mis en œuvre par les générations présentes ne doit pas se faire au détriment des générations futures. Or, la question de la croissance démographique, phénomène acté en moyenne dans le monde depuis deux siècles, a été considérée par nombre d'auteurs comme une évolution nuisible au futur. Les idées qui ont convergé dans ce sens peuvent être regroupées sous le terme de malthusianisme, défini comme la caractéristique de toute attitude craintive devant l'augmentation du nombre d'habitants sur un territoire donné, même si l'esprit du malthusianisme est bien antérieur à Malthus.

Avec l'usage récent, désormais généralisé, du concept de développement durable, est apparu dans son sillage, bien que cela ne fasse nullement partie de sa définition, un nouveau malthusianisme dénonçant la croissance démographique de la population dans le monde. Ce nouveau malthusianisme est-il fondé sur des arguments scientifiques ? La croissance démographique est-elle réellement un facteur entravant le développement durable ? Pour répondre à ce questionnement, il convient d'abord de souligner combien ce nouveau malthusianisme est le produit d'idéologies antérieures. Ensuite, différentes analyses permettront d'examiner les éventuelles interrelations entre les données démographiques quantitatives et le développement durable.

Du malthusianisme de... Malthus

Le nouveau malthusianisme des années 2000, qui fait de l'évolution démographique mondiale un obstacle au développement durable, se révèle en réalité l'héritier de malthusianismes antérieurs, et même antérieurs à Malthus. En effet, la question du nombre d'hommes vivant sur un territoire est ancienne et interroge déjà Platon, qui est partisan d'un optimum démographique. Mais le mot malthusianisme vient d'une approche systématisée de façon très claire par Malthus (1766-1834). Pour la comprendre, il faut en rappeler le contexte historique et intellectuel. En 1601, la reine Elisabeth institue une loi des pauvres qui, par la suite, tombe en désuétude. Au XVIIIe siècle, diverses mesures sont prises pour redonner une efficacité à cette loi, dont une allocation aux pauvres, indexée sur le prix du pain. La charité privée est remplacée par une obligation pour le riche et un droit pour le pauvre. L'augmentation régulière du coût de cette législation, passant d'un million de livres en 1770 à quarante en 1800, suscite des interrogations. En particulier, des auteurs pensent que la subvention aux pauvres développe la pauvreté et ne les encourage pas à surmonter la misère.

S'inscrivant dans cette veine, Malthus publie en 1798, sans nom d'auteur, un *Essai sur le principe de population*. Ses seize premières pages forment l'exposé théorique dont le succès fera de la doctrine de Malthus une vision très présente dans la littérature, la plupart des auteurs du XIXe siècle, puis nombre de ceux du XXe siècle, étant «hantés par la loi de Malthus». Malthus écrit : «Je pense pouvoir poser fran-

* Recteur. Professeur à l'université de Paris-Sorbonne.

chement deux postulats : premièrement, que la nourriture est nécessaire à l'existence de l'homme ; deuxièmement, que la passion réciproque entre les sexes est une nécessité et restera à peu près ce qu'elle est à présent». Compte tenu de ce que Malthus appelle «ces lois permanentes de notre nature», il en tire son principe en écrivant : «Je dis que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir de la terre de produire la subsistance de l'homme"[1]. «Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique. Les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique... Les effets de ces deux pouvoirs inégaux doivent être maintenus en équilibre par le moyen de cette loi de la nature qui fait de la nourriture une nécessité vitale pour l'homme.»

L'homme ne peut s'exclure d'une réalité naturelle. Il lui faut manger pour vivre. Or, son instinct sexuel le conduit à augmenter les effectifs des générations au delà du niveau des subsistances disponibles pour la nourriture. Mais l'homme bénéficie sur les autres espèces d'un avantage, car il peut utiliser sa raison pour pallier les menaces de la loi de population, même si la raison ne peut annihiler la nécessité de respecter des limites. En particulier, Malthus souligne le rôle de la nuptialité comme mécanisme régulateur. Le retard des mariages, dans la mesure où pour lui la fécondité opère essentiellement dans le mariage, permet d'améliorer l'adéquation entre la nourriture et la population. Ainsi la loi de population suggère comme conséquence d'adapter la nuptialité aux subsistances.

L'*Essai* a surtout pour objet de dénoncer les effets pervers de la loi des pauvres. La redistribution des revenus ne permet pas d'augmenter les ressources disponibles et contribue au contraire à diminuer les ressources relativement au nombre des habitants. En effet, même si elles peuvent individuellement soulager l'intensité de certaines détresses, les lois des pauvres encouragent le mariage précoce, une descendance plus grande, et aggravent donc globalement les déséquilibres entre la population et les ressources. Les riches doivent donc exclure ces mouvements «de compassion et de bonté» qui prolongent la période de misère sans «prévenir l'action quasi permanente de la misère.»

Dans la deuxième édition de 1803, Malthus reformule ensuite le principe sans hésiter à le clarifier par l'énoncé de chiffres : «Prenant la population du monde avec un effectif quelconque, mille millions par exemple, l'espèce humaine s'accroîtrait comme la progression 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, 512, etc., et les subsistances comme 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, etc. En deux siècles un quart, le rapport des populations aux moyens de subsistance serait de 512 à 10; en trois siècles, de 4 096 à 13; et en deux mille années, l'écart serait pratiquement incalculable, bien que la production, pendant ce temps, se fût accrue dans d'immenses proportions»[2].

Puisque la loi de population conduit à des impossibilités, c'est qu'il existe des freins à l'augmentation de la population. Malthus distingue les freins préventifs et les freins positifs. Les premiers sont «la contrainte morale» et «le vice.» La contrainte morale, c'est «le fait de s'abstenir du mariage» et «la chasteté.» Le vice, c'est le libertinage, c'est-à-dire les rapports sexuels dans la promiscuité, les «passions contraires à la nature», c'est-à-dire l'homosexualité, «la profanation du lit nuptial », c'est-à-dire l'adultère, et « tous les artifices employés pour cacher les suites de liaisons criminelles ou irrégulières », c'est-à-dire la limitation des naissances et les avortements provoqués.

Quant aux freins actifs, ce sont «ceux qui se présentent comme une suite inévitable des lois de la nature», c'est-à-dire la mortalité résultant de l'excès de population. Mais il existe également des freins actifs d'une nature mixte car ce sont des freins actifs «que nous faisons naître nous mêmes. Ce sont les guerres, les excès et plusieurs autres sortes de maux évitables.»

Quel est l'intérêt de cette distinction entre freins préventifs et freins actifs ? C'est qu'ils «doivent être en raison inverse l'un de l'autre.» Autrement dit, leur combinaison doit aboutir en tout état de cause à former un obstacle à l'accroissement de la population. Si la fécondité est faible, la mortalité peut être faible. Si la fécondité est élevée, la mortalité doit être élevée. Le moyen humain de lutter contre la croissance excessive de la population est la limitation volontaire des naissances, mais pas par n'importe lequel artifice.

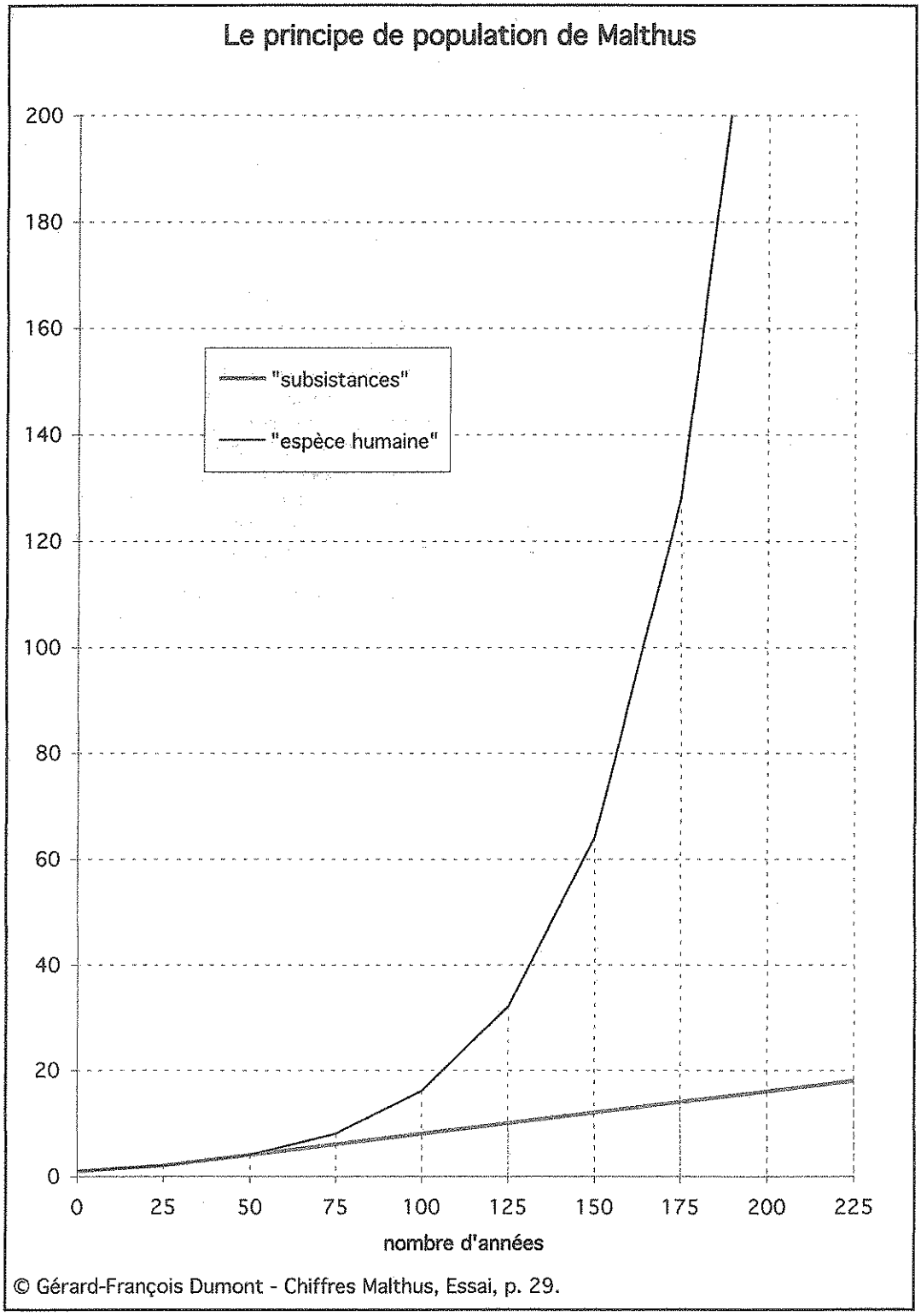
L'idéologie que formule Malthus est donc un malthusianisme démographique puisque c'est la peur d'une dynamique démographique non équilibrée, multipliant les pauvres, qui motive l'auteur. En fait, il n'est pas possible de nier raisonnablement que l'histoire a démenti totalement Malthus et qu'elle n'a cessé de le démentir à plusieurs niveaux. D'une part, s'il existe incontestablement des questions touchant la répartition des richesses et les effets improductifs de certaines politiques, les moyens de subsistance, fruits de la terre et du travail des hommes, sont toujours, sauf cas particuliers localisés et de courte durée, restés suffisants pour le nombre des hommes. Le fait que, depuis les années 1970, de grands pays industriels obligent leurs agriculteurs à limiter leur production ou à s'interdire d'exploiter des terres le souligne. D'autre part, la progression de la population ne peut s'enfermer dans une simple logique mathématique, qui n'est d'ailleurs qu'un *a priori* sans la moindre justification: les 256 milliards envisagés par Malthus[3] pour 1998

[1] Thomas Robert Malthus, *Essai sur le principe de population*, 1798. Avant-propos de Jacques Dupâquier, Paris, réédition INED, 1980, p. 25.

[2] Malthus, *Essai sur le principe de population*, 1803. Réédition, Paris, Denoël-Gauthier, 1963, p. 20.

[3] Dans le cas, impossible selon lui, où les subsistances auraient suivi, puisqu'il écrit : « Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique.»

Figure 1 : Le principe de population de Malthus



© Gérard-François Dumont - Chiffres Malthus, Essai, p. 29.

seront en réalité à peine six milliards. C'est quand même six fois plus que le plafond déjà dépassé selon Malthus à son époque, et les subsistances ont suivi et davantage. Le premier postulat de Malthus : « La nourriture est nécessaire à l'existence de l'homme » n'est pas contestable. Mais le cœur du raisonnement malthusien, une croissance plus forte des hommes que des subsistances[4], a été démenti depuis deux siècles. Contrairement à la crainte de Malthus, depuis 1798, la multiplication par presque six de la population s'est accompagnée d'une augmentation encore plus grande du volume et de la variété de la production[5]. Plus encore, l'augmentation de l'espérance de vie et de la qualité de la vie est totalement contraire au pessimisme malthusien[6]. Le principe de Malthus s'est trouvé démenti dans son pays d'origine, le Royaume-Uni, d'une part avec une croissance démographique considérablement inférieure à la progression géométrique crainte par Malthus, d'autre part avec une progression des « subsistances » largement supérieure à la progression arithmétique escomptée par Malthus. Il a également été démenti dans le Sud, à l'exemple de l'Inde.

Néanmoins, depuis Malthus, le malthusianisme se décline selon des peurs diverses qui renvoient toutes à la question du nombre des hommes : peur d'une influence néfaste de la croissance démographique au regard de l'économie, des ressources, de l'écologie ou des milieux naturels.

...au malthusianisme économique

La thèse de Malthus traverse la Manche notamment avec Jean-Baptiste Say (1767-1832) qui la vulgarise en France, dès 1819-1820. Puisque, selon Malthus, le nombre des hommes a tendance à être supérieur à ce qui est souhaitable, puisque ce nombre va se proportionner impérativement à la quantité des produits, Say pense qu'il faudrait mieux gérer cette contrainte plutôt que laisser la surmortalité exercer son rôle équilibrant. Il propose donc de pratiquer une restriction volontaire des naissances, à laquelle il convient de substituer des épargnes, ce qu'il exprime dans un passage célèbre : «Les institutions les plus favorables au bonheur de l'humanité sont celles qui tendent à multiplier les capitaux. Il convient donc d'encourager les hommes à faire des épargnes plutôt que des enfants »[7].

Autrement dit, la procréation, qui est un investissement dans le capital humain, est moins souhaitable pour l'essor économique que l'épargne, qui est un investissement en capital physique. Aussi l'homme avisé, celui qui privilégie l'épargne, devrait se substituer à l'homme qui procrée en se laissant soumettre, selon Say, aux lois de la reproduction[8].

L'économiste Jean-Baptiste Say, dans la lignée d'Adam Smith, pense que l'effectif d'une population s'équilibre inévitablement quand le niveau de demande de la population, c'est-à-dire les moyens d'exister, devient supérieur à l'offre, c'est-à-dire le nombre d'habitants. Mais l'homme étant un animal intelligent, il doit être capable d'éviter la brutalité de cet équilibre qui est normalement réalisé par le mécanisme de la mortalité. Avec Say, c'est donc la peur de conséquences dommageables de la procréation sur l'économie qui justifie le malthusianisme. Il faut minorer la fécondité pour ne pas nuire au développement économique par une insuffisance d'épargne.

Au fil des décennies du XIXe siècle et du début du XXe siècle, le malthusianisme connaît de nombreux thuriféraires. Puis sa diffusion prend une importance considérable au début des années 1970 avec le malthusianisme des ressources.

Puis, du malthusianisme des ressources...

En cette période de la fin des années 1960 et du début des années 1970, le monde occidental est toujours dans les Trente glorieuses, selon la formulation de Jean Fourastié, ces trente années de reconstruction et de croissance ininterrompues postérieures à la Seconde Guerre mondiale. Ce même monde ne sait d'ailleurs pas que les Trente glorieuses vont se terminer au milieu des années 1970, lorsque le choc pétrolier va révéler la fragilité d'une économie industrielle qui a fini par vivre plutôt dans la facilité. Comme la croissance vient de durer pendant une longue période et qu'elle ne semble pas devoir s'arrêter, des auteurs alertent car ils considèrent que la croissance a des limites physiques.

En 1968, le ton est donné par Paul Ehrlich qui compare la croissance démographique mondiale à la bombe atomique[9]. Il propose en conséquence une réduction drastique

[4] « Je dis que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir de la terre de produire la subsistance de l'homme ».

[5] Dumont, Gérard-François, « Population et développement : la tentation malthusienne », *Agir, revue générale de stratégie,* n° 35, septembre 2008.

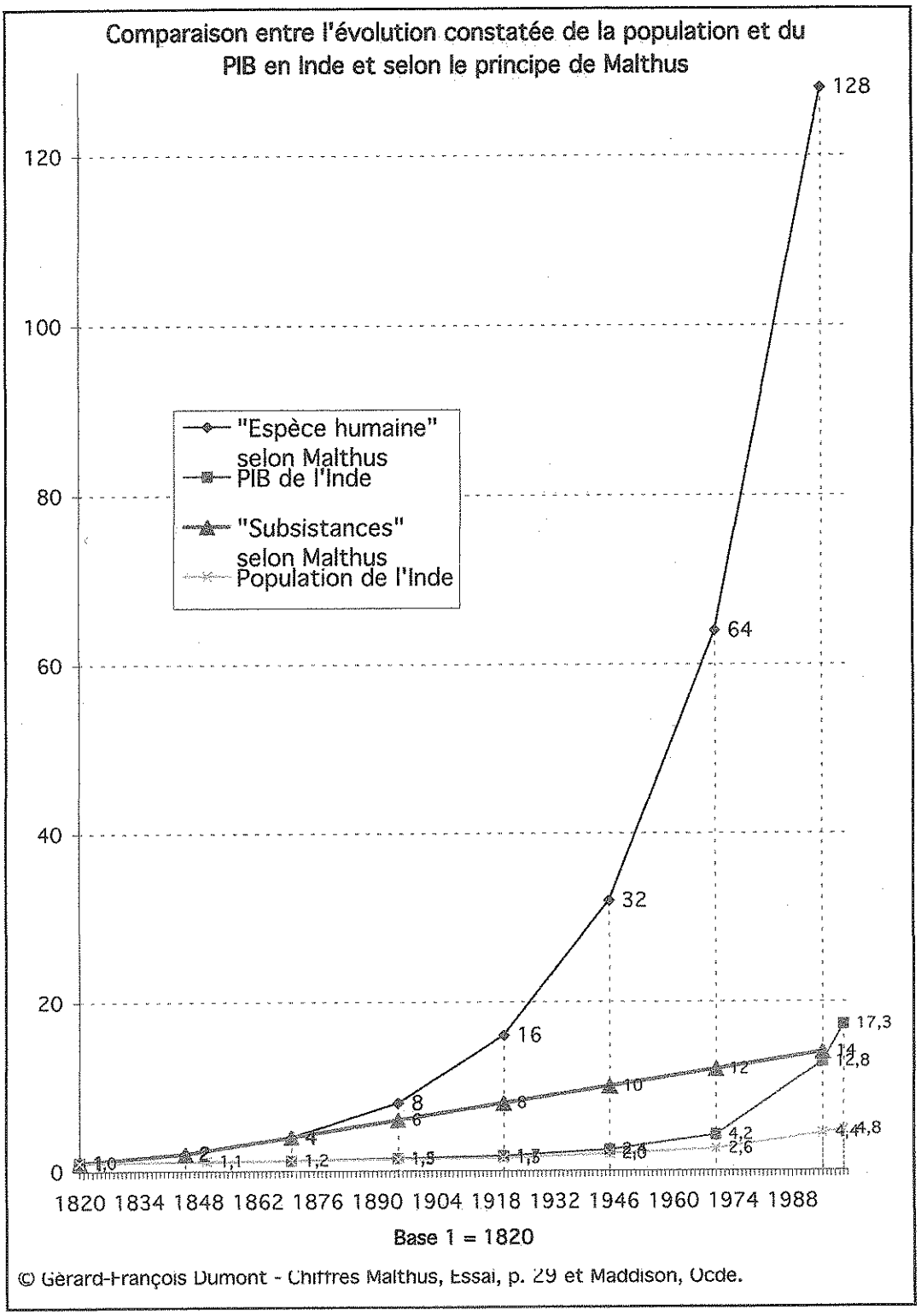
[6] En outre, l'évolution dans certains pays dément un autre aspect de la théorie de Malthus selon laquelle "la population s'accroît immanquablement là où les moyens de subsistance le permettent". En effet, la terre connaît de nombreux territoires, tout particulièrement en Europe, dont la population diminue sous l'effet d'une fécondité affaiblie, alors que les moyens de subsistance laissent des surplus très importants pour l'exportation.

[7] Cours complet, 1828, VIe partie.

[8] L'histoire montre que ce souhait est exaucé par la France du XIXe et du début du XXe siècle, qui souscrit massivement aux Emprunts russes, de 1822 à 1917, et enregistre dans le même temps une faible fécondité. J.-B. Say croit en effet au revenu du capital, mais n'imagine pas que celui-ci peut un jour disparaître pour des raisons politiques, faisant disparaître *ipso facto* le revenu qui en était attendu.

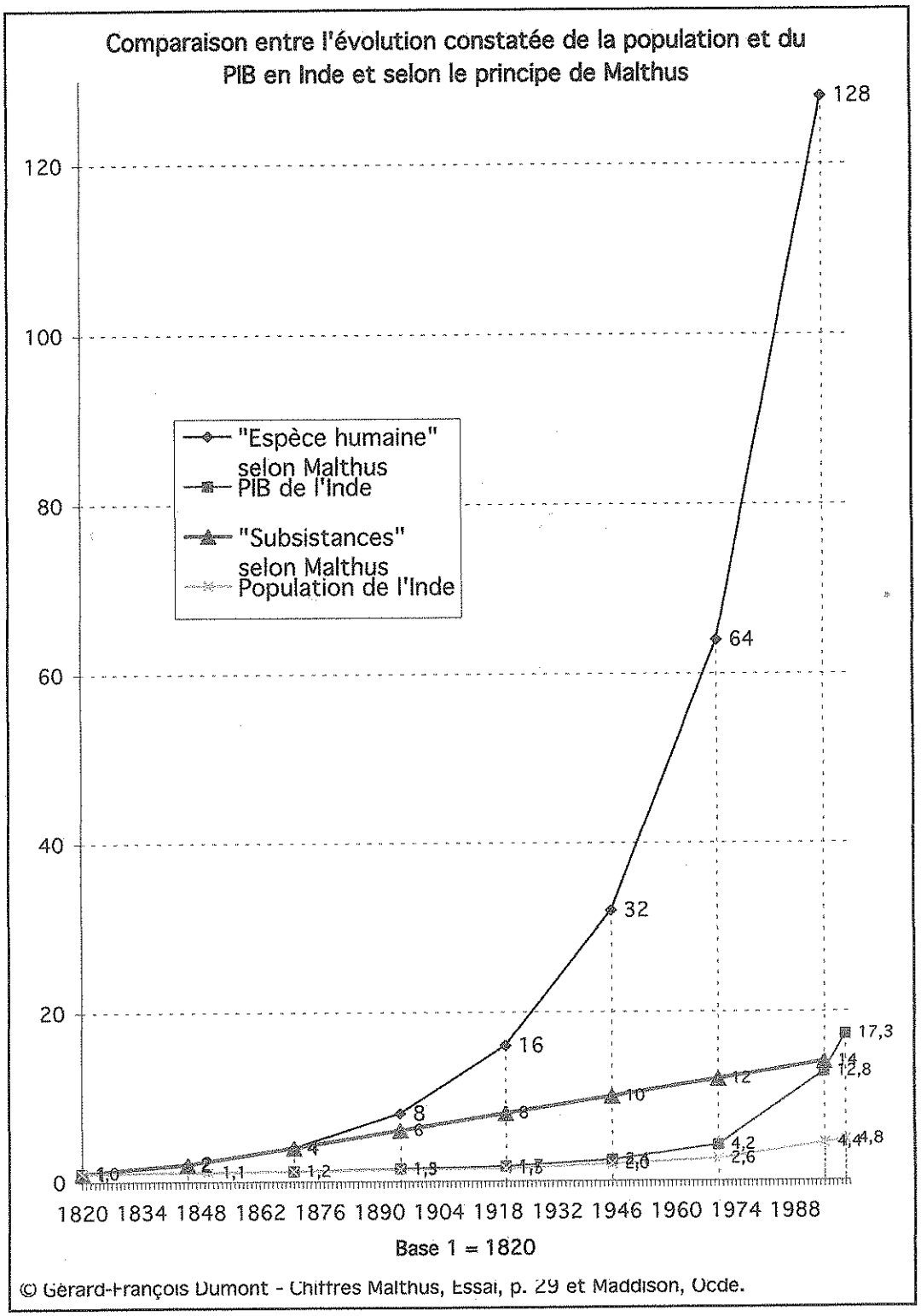
[9] *The demographic bomb,* Ballantine Press, New York.

Figure 2 : Comparaison entre l'évolution constatée de la population et du PIB au Royaume-Uni et selon le principe de Malthus



© Gérard-François Dumont - Chiffres Malthus, Essai, p. 29 et Maddison, Ocde.

Figure 3 : Comparaison entre l'évolution constatée de la population et du PIB en Inde et selon le principe de Malthus



du nombre des hommes. En 1972, quatre chercheurs du Massachusetts Institute of Technologie: Donella H. et Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III, répondant à la demande du Club de Rome, annonce un risque d'apocalypse[10]. Leur rapport, *The limits to growth*, 1972, s'inscrit dans le cadre des travaux sur «la situation difficile de l'humanité» (*The predicament of mankind*). Il s'agit, précise-t-on, «d'entreprendre les études de tendance d'un certain nombre de facteurs qui dérèglent notre société planétaire». Dans certains pays, comme la France, le rapport est traduit sous le titre «Halte à la croissance ?»[11] Mais le point d'interrogation est généralement oublié dans les citations. Le rapport affirme cinq tendances du monde moderne qui seraient les suivantes : l'industrialisation, la croissance de la population, la sous-alimentation, la disparition des ressources non-renouvelables et la détérioration de l'environnement. Il en conclut à la nécessité de limiter la croissance, ce qui concourt à stimuler le mouvement zegiste (« zeg » signifiant Zero Population Growth), partisan d'une croissance démographique zéro.

Ces deux livres, largement diffusés, prophétisent des désastres relativement proches dans le temps et des catastrophes humaines que l'histoire n'a pas confirmés, même si le monde a connu nombre de vicissitudes. La veine des calamités démographiques restant néanmoins prometteuse, les déclarations, les écrits et les rapports qui en font état se sont multipliés, notamment de la part de certaines organisations qui ont besoin de justifier des budgets toujours plus gourmands. En 1990, ne pouvant pas retrouver un titre aussi percutant que celui de 1968, Paul Ehrlich, qui a survécu aux malheurs imminents qu'il avait annoncés, publie un nouveau livre en reprenant une formulation «L'explosion démographique »[12], qui est aussi banale qu'elle est inexacte. En effet, la croissance démographique des XIXe et XXe siècles n'a pas eu le caractère soudain et spectaculaire qui justifierait cette image pyrotechnique, mais s'explique par le processus de la transition démographique, déclenché par les progrès économiques et sanitaires que l'humanité est parvenue à déployer depuis la fin du XVIIIe siècle (progrès technique en agriculture, révolution industrielle, découvertes médicales, développement de l'hygiène...)[13]. La lecture d'un autre livre, celui de Garrett Hardin[14], conduit à une conclusion unique : le diable a chaussé les bottes de la démographie. Le très populaire Commandant Cousteau, si remarquable avec ses films montrant la belle harmonie des bancs de poisson dans le monde du silence, s'inquiète de l'existence d'éventuels bancs d'hommes qui ne pourraient conduire qu'à la catastrophe, qu'au «plus fantastique génocide qu'on ait jamais connu». Son vœu le plus cher serait de ramener les habitants de la terre «à 600 ou 700 millions»[15], ce qui reviendrait à en supprimer près de 90%, seule mesure efficace, selon lui, pour les protéger contre eux-mêmes. En novembre 1991, le Commandant Cousteau déclare au *Courrier de l'Unesco* : « Il faut que la population mondiale se stabilise et, pour cela, il faudrait éliminer 350 000 hommes par jour ». Ce propos illustre l'inculture démographique de son auteur, d'ailleurs largement partagée, due à une méconnaissance des mécanismes de la science de la population, de la logique de la transition démographique, ou des effets d'inertie propres à la démographie.

En fait, les prévisions du malthusianisme des ressources ne se sont pas produites, ou du moins pas dans les délais annoncés, pour diverses raisons, à commencer par une sous-estimation des ressources. Par exemple, les réserves connues de pétrole assuraient en 1938 les besoins pour 15 ans ; en 1950, les réserves assuraient 25 ans, malgré un taux de consommation doublé ; en 1972, on prévoyait 35 ans ; en 2008, les spécialistes indiquent une satisfaction des besoins pour une période encore plus longue, alors que les taux de consommation sont plus élevés et tandis qu'il reste nombre de recherches non encore effectuées[16]. Les experts constatent que le monde n'a cessé de voir se reculer le « pic pétrolier», c'est-à-dire le sommet de la courbe qui caractérise la production pétrolière. Cela ne veut pas dire qu'il ne sera pas atteint un jour, vers 2020 selon les estimations en cours en 2008, mais cela signifie que, depuis des décennies, la prévision de la datation du pic pétrolier a toujours été dépassée.

Ensuite, le malthusianisme des ressources omettait le facteur technologique, autrement dit le progrès technique dans l'utilisation des ressources, c'est-à-dire l'importance des possibilités d'économie de l'énergie. Un seul exemple : entre 1962 et 1972, l'énergie nécessaire pour fabriquer une même quantité d'acier diminue de 74 %. Troisième élément, les évolutions dans les modes de consommation ou dans les comportements des personnes : par exemple, le tri initial des déchets ménagers permet d'augmenter le

[10] *The limits to growth*, MIT Press, New York.

[11] Fayard, Paris, 1972.

[12] Ehrlich Paul et Ehrlich Anne H., *The population explosion*, Simon and Shuster, New York, 1990.

[13] Dumont, Gérard-François, *Les populations du monde*, Paris, Éditions Armand Colin, deuxième édition, 2004.

[14] Hardin Garrett, *Living within limits*, Oxford University Press, 1933.

[15] *Le Nouvel Observateur*, dossier n° 11, Paris, 1992.

[16] Certaines étant suspendues à des décisons politiques ou géopolitiques. Un seul exemple, l'incapacité des cinq pays riverains de la mer Caspienne à s'entendre sur le partage des ressources maritimes freine la recherche et l'exploitation pétrolières de cette mer.

recyclage, tandis que divers procédés permettent de fabriquer de l'énergie à partir de certains déchets. Enfin, la lutte contre la pollution a déjà remporté des succès, à l'exemple du développement du nombre et des technologies des stations d'épuration, qui explique par exemple l'amélioration de la qualité de certaines eaux ou de nombre de baignades.

Le malthusianisme des ressources s'est donc trouvé, au moins pendant plusieurs décennies, démenti par les faits, tandis que l'économie mondiale surmontait les chocs pétroliers et poursuivait une réelle croissance économique, même si cette dernière est très diverse selon les choix de politique économique des Etats. Puis est arrivé le temps du « malthusianisme écologique »[17], c'est-à-dire d'un malthusianisme qui craint que la croissance démographique, due à la transition démographique ou à l'augmentation de la longévité, ne nuise à l'écologie de la planète.

...au malthusianisme écologique

Autrement dit, certains mouvements écologistes souhaitent la contraction du nombre d'habitants sur la Terre car ils « mettent en avant la nécessaire protection de la nature impliquant l'exclusion de l'homme, de ses activités et des aménagements dans des espaces qui devaient être, selon les tenants de ces thèses, de plus en plus étendus. La population est alors considérée comme responsable de dégradations, de modifications voire de destructions des « grands équilibres » de la planète »[18]. Cette position de l'exclusion de l'homme est présente, au moins implicitement, dans de nombreux discours.

Elle repose sur une inquiétude fondamentale selon laquelle la croissance démographique mondiale déclencherait des effets néfastes sur l'environnement qu'aucun progrès scientifique ne parviendrait à compenser. Ce sentiment selon lequel la population est le mal absolu pour le développement durable se trouve tout parfaitement illustré par un mouvement apparu aux États-Unis en 1991 : *Voluntary Human Extinction MovemenT* (VHEMT), « mouvement pour l'extinction de l'espèce humaine ». Selon lui, plus les humains sont nombreux, plus ils feraient subir de dommages à cette bonne vieille Terre. L'humanité, selon ce mouvement, est une force de destruction à l'origine de chacun des problèmes écologiques : elle doit donc se faire biologiquement hara-kiri puisque toute activité humaine, de l'agriculture à l'urbanisation, en passant par l'usage d'un robinet ou d'un interrupteur, serait néfaste à la biosphère. Par conséquent, seule l'extinction pourrait réduire à néant les dégâts causés par l'humanité. Le mouvement propose donc purement et simplement que l'humanité cesse de se reproduire. Néanmoins, ses promoteurs ne sont pas concernés personnellement par leur objectif, puisque leur campagne pour la suppression progressive de toute l'humanité diffuse le slogan : "Puissions-nous vivre longtemps et disparaître".

Les partisans du VHEMT abjurent donc la procréation et incitent leurs amis et leurs proches à en faire autant afin de supprimer les générations futures. Tout développement actuel ne peut donc nuire aux générations futures puisqu'il n'y en aura pas. « Chaque fois qu'un être humain décide de ne pas ajouter un nouvel être humain aux milliards grouillants qui occupent déjà cette planète dévastée, c'est une nouvelle lumière d'espoir qui jaillit des ténèbres », soutient le manifeste du VHEMT. « Quand chaque être humain aura choisi de cesser de procréer, la biosphère terrestre pourra enfin retrouver sa splendeur passée, et toutes les créatures survivantes seront libres de vivre, de mourir, d'évoluer, mais aussi, au bout du compte, de s'éteindre, comme c'est déjà arrivé tant de fois ». La tête pensante du mouvement, un enseignant qui vit dans l'Oregon, Les U. Knight (pseudonyme), s'est engagé dans le lobby écologiste depuis son retour du Vietnam, au début des années 1970, en militant dans le mouvement appelé Zero Population Growth. Depuis, il pense que la seule stabilisation démographique ne peut résoudre ce qu'il juge être une crise imminente. L'unique solution, décrète-t-il, est que « nous nous fassions totalement disparaître ». La newsletter trimestrielle du VHEMT, intitulée "These Exit Times", échange des idées sur des thèmes comme la stérilisation de masse ou la contraception obligatoire.

Le fait que l'homme ait, jusqu'à ce jour, réalisé des progrès scientifiques ayant permis non seulement à l'humanité de continuer à vivre, mais en outre à vivre beaucoup mieux, comme en attestent les taux abaissés de mortalité et la longévité accrue, n'est pas pris en compte par ce mouvement qui prône l'extinction de l'humanité[19]. Et ce mouvement n'est pas l'expression brutale d'un sentiment marginal. Pour ne citer qu'un exemple, un ancien collaborateur du commandant Cousteau, Yves Paccalet, a publié en France un livre au titre évocateur : « L'humanité disparaîtra, bon débarras ! ». Et, dans un entretien pour un hebdomadaire, il écrit : « La disparition (de l'homme), au fond, serait une bonne nouvelle »[20] puisque l'homme cesserait de porter atteint aux milieux naturels. Or rappelons que, contrairement aux croyances souvent répandues ignorant la géographie, il n'y a guère d'environnement « naturel ». Le grand géographe Jean Demangeot titre son livre *Les milieux « naturels » du globe*[21], les guillemets signifiant qu'il n'existe guère de milieu « naturel » où l'hom-

[17] Par cette dénomination, nous entendon,n malthusianisme qui prend prétexte de l'écologie pour se fonder, donc une interprétation niaise, à rebour de la véritable écologie.

[18] Yvette Veyret, « Quelques questions autour du développement durable », Les cafés géographiques, 29 septembre 2007.

[19] *Courrier International*, 24 avril 2007.

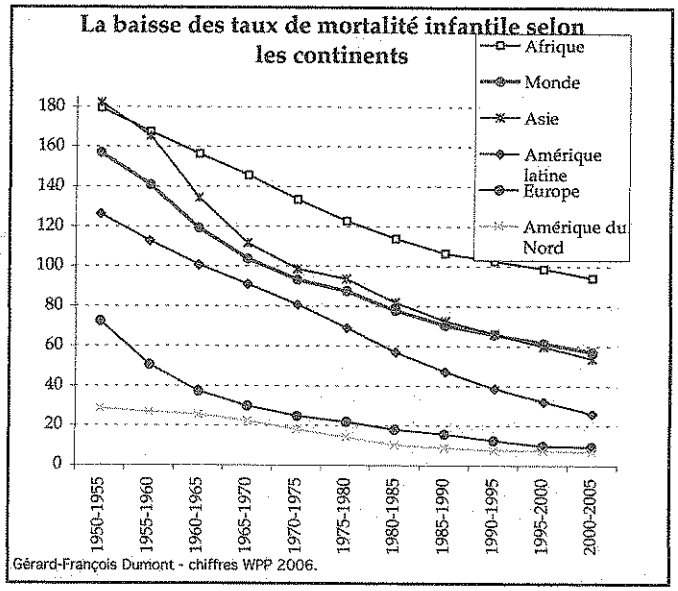
[20] *Le Pélerin*, juin 2007.

[21] Paris, Masson, 1984, 1e édition suivie de nombreuses autres.

me ne soit pas intervenu. Le paysage bourguignon qui nous paraît « naturel » est le fait d'un considérable travail de défrichage et d'aménagement réalisé au Moyen Âge, sous l'impulsion des moines cisterciens. Les marais breton et poitevin (respectivement au nord et au sud du département de la Vendée), qui nous paraissent si « naturels » lors d'une promenade bucolique en barque, résultent d'un aménagement humain de marais insalubres. Autre exemple, la forêt la plus étendue d'Europe occidentale, celle des Landes en Aquitaine, a été entièrement créée par l'homme à partir du XVIIIe siècle[22].

Les idéologies qui conduisent du malthusianisme de Malthus au malthusianisme écologique doivent être confrontées aux faits et à l'analyse géodémographique.

Figure 4 : La baisse des taux de mortalité infantile selon les continents



« Croissance » ou « développement » démographique ?

Les ordres de grandeurs sur lesquels se fonde le malthusianisme écologique pour dénoncer la croissance démographique sont incontestables : effectivement, le peuplement de la planète a augmenté de façon importante et inédite ces derniers siècles, passant de 1 milliard en 1800 à 1,65 milliard en 1900, puis à 6 milliards en 2000 et à 6,6 milliards en 2007[23]. Ces chiffres, au regard de l'histoire du peuplement de la terre et des taux de croissance qu'ils impliquent, par exemple une multiplication par presque quatre de la population dans le monde pour le seul XXe siècle, peuvent paraître impressionnants. Mais le malthusianisme écologique sait-il que les projections moyennes donnent une croissance d'environ 60 % de la population dans le monde au XXIe contre près de 400 % au XXe siècle ? Ces croissances ne sont nullement dues à une hausse de la natalité, mais à la diminution de la mortalité. Par exemple, la fécondité moyenne dans le monde a baissé considérablement, de plus de 5 enfants par femme au début des années 1950 à 2,7 dans les années 2000. En outre, la croissance démographique en cours au XXIe siècle n'est nullement due à la hausse de la natalité, d'ailleurs projetée à la baisse, mais essentiellement à des effets de vitesse acquise, et grâce à l'augmentation escomptée de l'espérance de vie.

De surcroît, la science de la population enseigne que le monde a connu non seulement une croissance démographique, qui se résume aux chiffres ci-dessus, mais surtout un processus de développement démographique. Le monde contemporain a enregistré non un changement démographique seulement quantitatif, mais un changement structurel, totalement inédit, engendré par de considérables progrès économiques, sanitaires et hygiéniques. En effet, le changement de régime démographique intervenu dans de nombreux pays pendant la période de transition démographique, s'il se chiffre effectivement par un nombre accru des hommes, se caractérise surtout par une révolution[24] des conditions démographiques de vie, avec l'effondrement des taux de mortalité infantile, infanto-adolescente et maternelle et le quasi-triplement de l'espérance de vie à la naissance dans nombre de pays. Il y a donc eu un incontestable « développement démographique », qui pourrait (devrait ?) se poursuivre au XXIe siècle dans les pays du Sud où sa réalisation n'est pas terminée.

Mais peut-on qualifier ce développement démographique de « durable » ? Autrement dit, le développement démographique de la période de transition démographique[25],

[22] Hotyat, Micheline, « La forêt de Fontainebleau », dans : Demangeot, Jean, *les milieux « naturels » du globe*, Paris, Armand Colin, 2000, 8e édition.

[23] « La population des continents et des Etats », *Population & Avenir*, n° 685, novembre-décembre 2007, www.population-demographie.org

[24] Comme l'avait noté dès 1934 Adolphe Landry dans : *La révolution démographique*, Sirey, Paris, 1934.

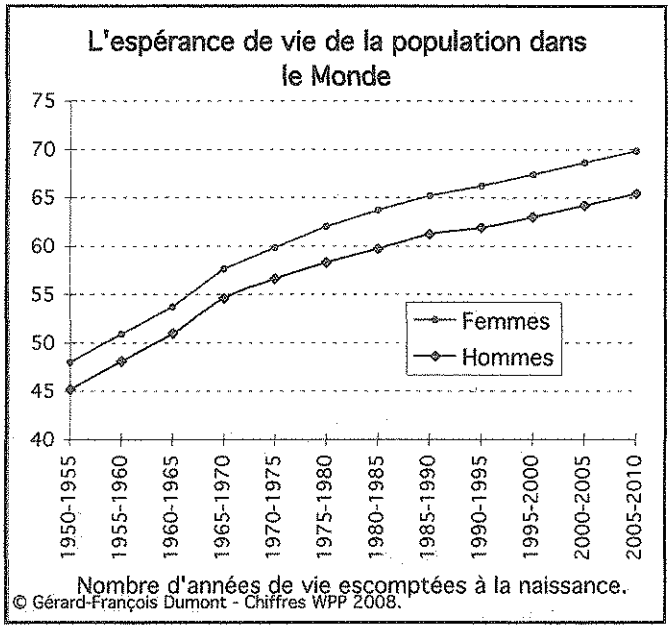
[25] "Période, de durée (entre 50 et 150 ans environ selon les cas) et d'intensité variables (elle multiplie les effectifs de la population de deux à plus de sept), pendant laquelle une population passe d'un régime démographique de mortalité et de natalité élevées à un régime de basse mortalité, puis de faible natalité." Cf. Wackermann, Gabriel (direction), *Dictionnaire de Géographie*, Paris, Ellipses, 2005.

incontestablement profitable aux générations contemporaines, ne nuirait-il pas aux générations futures ?

La longévité continûment accrue, résultat d'un développement durable

S'il est difficile de faire des prévisions, surtout en ce qui concerne l'avenir, selon la boutade de Pierre Dac, il est possible de savoir si la croissance inédite de la population dans le monde a, à ce jour, eu des conséquences néfastes au regard des évolutions intergénérationnelles. On sait en effet que le taux moyen de croissance démographique dans le monde a augmenté au XIXe siècle, puis au XXe siècle jusqu'à la fin des années 1960, et diminue depuis. En termes de développement durable, la question qui se pose est de savoir si la croissance démographique en élévation constante des décennies précédant le début de la décélération a nui aux générations suivantes.

Figure 5. L'espérance de vie à la naissance dans le Monde



L'étude de deux indicateurs pertinents, l'espérance de vie à la naissance et le taux de mortalité infantile, permet de répondre à la question. Considérons l'évolution du monde dans les années 1950 à 1970. Pendant cette période, la planète a connu une forte dynamique démographique, sous l'effet des choix politiques, économiques, sanitaires et sociaux des différents gouvernements et des comportements des populations. La synthèse de ces choix a été profitable aux générations vivant dans cette période puisqu'elles sont parvenues à réduire dans d'importantes proportions la mortalité infantile, ce qui a été l'un des éléments ayant permis l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance. Ainsi, du début des années 1950 à la seconde moitié des années 1960, l'espérance de vie des hommes a continué de progresser de 45 à 54,7 ans, soit de près de 10 ans. Concernant les femmes, la hausse a été de 47,8 à 57,5 ans, soit également d'une dizaine d'années.

Peut-on dire que l'ensemble des moyens et des comportements ayant permis ces progrès pour des générations vivant dans les années 1950 et 1960 ont nui aux générations futures ? La réponse est négative. En effet, non seulement les générations suivantes ont bénéficié des progrès atteints en matière de baisse de mortalité infantile ou d'augmentation de l'espérance de vie, mais elles ont pu les améliorer. Cela signifie donc que le développement démographique s'est révélé durable. Les comportements, notamment hygiéniques, et les méthodes utilisées pour répondre à un développement qui satisfasse les besoins du moment n'a pas compromis « la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Bien au contraire, les générations suivantes ont bénéficié des acquis[26] (vaccinations, pratiques de suivi médical, molécules pharmaceutiques, amélioration des réseaux sanitaires, alimentation plus variée, diminution de la pénibilité moyenne des métiers grâce au progrès technique…) apportés par les générations précédentes.

S'il n'est pas contestable que le développement démographique des deux derniers siècles a été « durable », ses conséquences seront-elles « durables » ?

Émission de dioxyde de carbone et densité

Le fait que, selon l'examen de la dynamique des indicateurs démographiques, le passé puisse être jugé comme ayant été globalement conforme au principe du développement durable, ne signifie pas qu'il en sera de même dans l'avenir. C'est pourquoi certains s'inquiètent de la poursuite d'une croissance démographique au XXIe siècle, en se fondant sur un postulat selon lequel l'homme n'est qu'un pollueur. Pour le passé, si tel était le cas, si l'homme n'était qu'un pollueur et non également un être capable de susciter des progrès techniques conformes à une logique de développement durable, la croissance de la population dans le monde depuis deux siècles aurait été automatiquement enrayée par une

[26] Rappelons que nous raisonnons en moyenne mondiale. Le niveau des acquis, comme d'ailleurs les résultats obtenus pour la mortalité infantile ou l'espérance de vie, sont fort différents selon les pays et même selon les échelons infranationaux.

croissance homothétique de la pollution. Et cette dernière aurait causé en moyenne une surmortalité liée à la détérioration de l'environnement. L'espérance de vie n'aurait donc pu croître autant et aurait même sans doute reculé. De tels phénomènes ont pu se produire localement, sur quelques territoires où un mauvais respect de l'environnement a pu aller jusqu'à déclencher des effets mortifères ou réduisant la longévité des hommes, mais ne se sont nullement constatés sur les territoires ayant connu incontestablement les plus fortes croissances démographiques, les territoires urbains[27]. Cela tient à ce que de nombreux progrès techniques ont écarté les risques.

Un regard complémentaire possible consiste à observer que la croissance démographique a inévitablement pour effet de densifier les territoires. Si la pollution est proportionnelle à la densité, elle devrait être incontestablement plus élevée sur des territoires denses et moins élevée dans les territoires peu denses. Pour examiner si ce raisonnement est juste, prenons l'indicateur des émissions de dioxyde de carbone[28] par habitant selon les pays, mis au point par le *World Resources Institute*. Cet indicateur prend en compte tout le dioxyde de carbone produit soit par la combustion de solides, de liquides ou de gaz, soit par la fabrication du ciment, exprimé en tonnes métriques (la tonne métrique est équivalente à 1 000 kilogrammes). Mais les émissions produites par la conversion d'utilisation de la terre ou à partir des carburants de soute utilisés dans le transport international ne sont pas incluses.

L'étude des résultats d'émissions de dioxyde de carbone suppose d'écarter deux débats. D'une part, on ne cherche pas ici à discuter des origines du réchauffement climatique, et donc de liens de causalité[29], exclusifs ou non, entre les activités humaines et l'augmentation du CO_2. D'autre part, on ne s'interroge pas sur la qualité, le caractère inévitablement partiel ou la fiabilité de la précision des résultats affichés.

Sous ces réserves, les données indiquent clairement que, dans les pays développés, les émissions de dioxyde de carbone par habitant selon les États ne sont pas proportionnelles à la densité de la population.

En considérant des pays développés comptant plus de 4 millions d'habitants, et en écartant Singapour avec son caractère particulier de ville-État, les pays les plus denses sont dans l'ordre la Corée du Sud, les Pays-Bas, la Belgique… Mais les émissions de dioxyde de carbone par habitant les plus élevées se constatent non dans ces trois pays, dont le taux d'émission est inférieur à la moyenne des pays développés, qui est de 11,7, mais en République tchèque, pays trois fois moins dense que les précédents, avec un taux d'émission supérieur à celui de la moyenne des pays développés. Plusieurs pays relativement denses ont des émissions assez faibles comme la Suisse, seulement 6,2 pour une densité de 183 habitants/km², ou la France, 6,3 pour une densité de 112 habitants/km².

---

[27] « Ville, population et environnement », *in* : Wackermann, Gabriel (Direction), *Ville et environnement*, Paris, Ellipses, 2005.

[28] Rappelons que le CO2 est produit lors de tous les processus de combustion.

[29] « La part humaine dans le réchauffement climatique n'est pas démontrée (nous vivons dans un interglaciaire, et nous venons de quitter le Petit Age Glaciaire, qui s'est étendu jusqu'au début du XXe siècle…). Il est néanmoins très tentant d'attribuer les dommages non plus à la nature purement, mais à une forme de responsabilité collective, quand bien même les liens entre le climat et les processus physiques qui expliquent en partie les dommages observés ne sont en aucun cas des liens simples de cause à effet. Affirmer une série de relations simples de causalité entre les GES (gaz à effet de serre), l'évolution des températures supposées moyennes à la surface de la planète, et l'évolution supposée des cyclones, par exemple, donc des dommages « subis » par l'Humanité, est purement scandaleux sur le plan du raisonnement scientifique ». Pigeon, Patrick, « Contradictions et implicites liés à la nature en géographie », *Les cafés géographiques*, 19 janvier 2008.

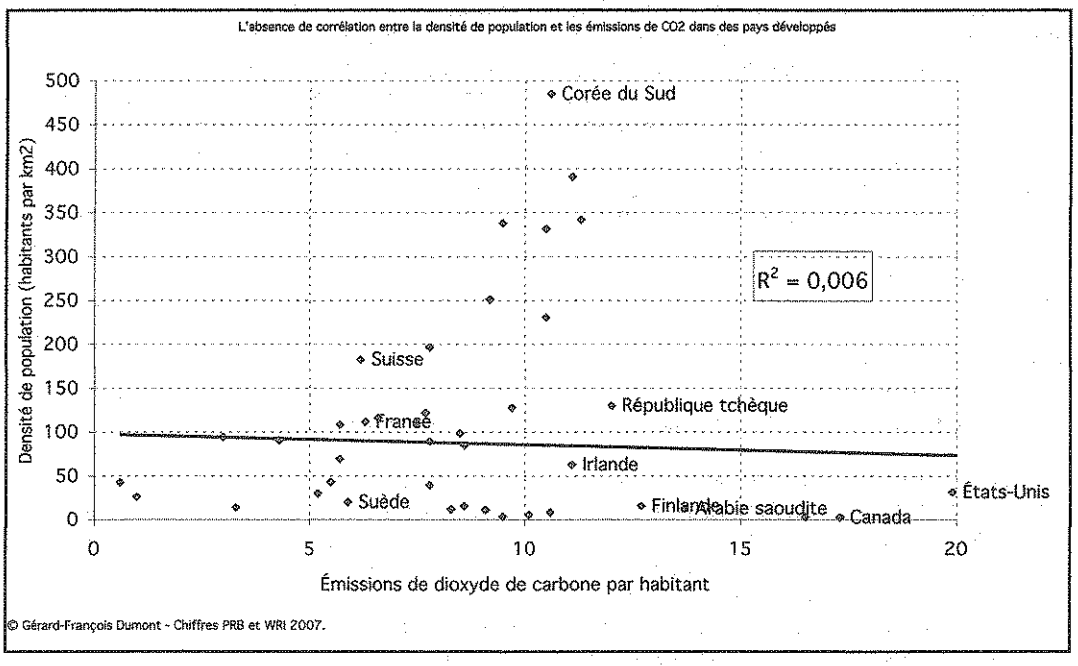
Tableau 1. Densité et émissions de CO2 par habitant dans des pays développés

Pays	superficie (milliers de km²)	population (millions)	densité habitants/km²	Emissions CO2 par habitant
Émirats arabes unis	84	4,4	52	23,6
États-Unis	9 629	302,2	31	19,9
Australie	7 741	21	3	17,3
Canada	9 971	32,9	3	16,5
Arabie Saoudite	2 150	27,6	13	13,7
Finlande	338	5,3	16	12,7
République Tchèque	79	10,3	130	12,0
Belgique	31	10,6	342	11,3
Pays-Bas	42	16,4	390	11,1
Irlande	70	4,4	63	11,1
Corée du Sud	100	48,5	485	10,6
Russie	17 098	141,7	8	10,6
Israël	22	7,3	332	10,5
Allemagne	357	82,3	231	10,5
Kazakstan	2 725	15,5	6	10,1
Danemark	43	5,5	128	9,7
Japon	378	127,7	338	9,5
Libye	1 760	6,2	4	9,5
Royaume-Uni	243	61	251	9,2
Grèce	132	11,2	85	8,6
Nouvelle-Zélande	271	4,2	15	8,6
Autriche	84	8,3	99	8,5
Norvège	385	4,7	12	8,3
Italie	301	59,3	197	7,8
Espagne	506	45,3	90	7,8
Pologne	313	38,1	122	7,7
Slovaquie	49	5,4	110	7,5
Portugal	92	10,7	116	6,6
France	552	61,7	112	6,3
Suisse	41	7,5	183	6,2
Suède	450	9,1	20	5,9
Hongrie	93	10,1	109	5,7
Bulgarie	111	7,7	69	5,7
Venezuela	912	27,5	30	5,2
Roumanie	238	21,6	91	4,3
Argentine	2 780	39,4	14	3,3
Turquie	784	74	94	3,0

© Gérard-François Dumont - chiffres PRB 2007.

Autre constat, des pays très peu denses comptent des émissions largement supérieures à la moyenne des pays développés, comme les États-Unis, l'Australie, le Canada ou l'Arabie Saoudite. En revanche, d'autres pays développés peu denses ont des émissions inférieures à la moyenne, comme la Suède ou la Norvège. Ces contrastes peuvent être illustrés par l'Australie, deux fois moins peuplée que l'Espagne et trente fois moins dense, mais qui crée au total autant d'émissions. Quant à la Suède, intrinsèquement peu dense, mais plus dense que la Finlande, avec une population 70 % supérieure à cet autre pays scandinave, elle émet moins que la Finlande. Au total, considérant une quarantaine de pays développés, le coefficient de corrélation entre la densité de population et les émissions de dioxyde de carbone par habitant s'élève à 0,006, ce qui signifie mathématiquement une absence totale de corrélation.
Il résulte que, à niveau de développement comparable, les émissions de dioxyde de carbone par habitant ne dépendent ni de la population ni de la densité de population d'un pays. En conséquence, il n'y pas de corrélation entre les questions environnementales d'une part, le peuplement et la densité de population d'autre part. Les niveaux d'émissions selon les territoires dépendent donc des capacités de bien ou de mal agir sur l'environnement, et donc du fait de se conformer plus ou moins au développement durable.

Figure 6. L'absence de corrélation entre la densité de population et les émissions de CO2 dans des pays développés



L'homme acteur central du développement durable
Il ne faut donc pas faire de la démographie un bouc émissaire de l'insuffisance du développement durable puisque ce sont les politiques choisies, leur mise en œuvre et les comportements, professionnels comme individuels, des populations, qui facilitent ou non un développement et aménagement durables[30], comme cela peut être illustré par des exemples concrets. Ainsi, l'héritage communiste se révèle-t-il souvent comme celui d'industries utilisant des procédés peu respectueux des principes du développement durable ou d'infrastructures de base ne permettant guère aux populations de profiter d'un développement durable.
Prenons le cas de l'URSS. En 2007, l'OCDE[31], en collaboration avec la Banque mondiale, le PNUD, la CEE-ONU, le PNUE, l'OMS et sept organisations régionales, examine la situation environnementale de douze États[32] de l'ex-Union soviétique. Le rapport conclut qu'en Russie, 47 millions de personnes, soit le tiers de la population, sont exposées à des concentrations élevées de dioxyde d'azote. La moitié de la population rurale du Tadjikistan, et un tiers de celle de la

[30] Wackermann, Gabriel (direction), *Le développement durable*, Paris, Éditions Ellipses, 2008.

[31] OCDE, *Policies for a Better Environment – Progress in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia.*

[32] Les 12 pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC) sont les suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, République de Moldavie, Fédération de Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan et Ukraine.

Moldavie, n'ont pas accès à de l'eau salubre. La vente d'essence au plomb est autorisée au Tadjikistan et au Turkménistan. Selon le rapport, nombre de ces problèmes sont le fruit d'un héritage commun de l'ère soviétique, marqué par des industries polluantes, des infrastructures inadaptées et des méthodes de gestion environnementale dépassées.

En outre, le rapport considère que, alors que la croissance économique de la région atteint 7 % par an, les réformes de la politique de l'environnement ne suivent pas au même rythme. Autre critique du rapport, bien que des pays de la région aient mis en place des cadres juridiques et politiques, ils n'appliquent pas la réglementation ou ne la font pas respecter, et consacrent trop peu de dépenses aux investissements environnementaux.

Le rapport recommande que des mesures soient prises pour faire en sorte que la protection de l'environnement et la croissance économique aillent de pair. Selon l'OCDE, les pays devraient mieux utiliser les instruments de marché afin d'offrir aux producteurs et aux consommateurs des incitations appropriées. Alors que l'intensité énergétique dans la région est trois fois plus élevée qu'en Europe occidentale, ces pays ne soutiennent pas activement les mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique. Des fonds destinés à financer les investissements initiaux pourraient être mobilisés auprès des marchés internationaux et générer des profits intéressants. La région, précise le rapport, est virtuellement à même de s'emparer de 40 % du marché mondial du carbone ; or, ses contributions au mécanisme pour un développement propre représentent moins de 1 % du total des contributions.

Le rapport constate aussi que les progrès dans la région étudiée d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, sont beaucoup plus lents que dans les autres pays de l'ancien bloc soviétique, dont l'adhésion à l'Union européenne a stimulé les améliorations environnementales.

Autre exemple : Pékin[33], considérée début 2008 comme l'une des villes les plus polluées au monde. Un rapport de la Banque asiatique du développement (ADB) affirme qu'elle détient même en Asie, un triste record, celui du nombre de particules nocives en suspension dans l'air[34]. Cette conclusion peut paraître surprenante, Pékin n'étant pas la ville la plus peuplée d'Asie puisqu'elle ne compte que 10,8 millions d'habitants alors que Tokyo, la plus peuplée du monde, en compte 35 millions. Mais elle confirme l'absence, démontrée ci-dessus, de corrélation entre le peuplement et la population. Néanmoins, Pékin a décidé, notamment en raison des Jeux olympiques, de faire des efforts pour diminuer le niveau de pollution.

Au-delà de Pékin, c'est la Chine dans son ensemble qui semble avoir un besoin de progresser vers le développement durable. En effet, dans le début des années 2000, 1,2 million de Chinois naissent chaque année avec des malformations congénitales, sur un total de 20 millions de naissances. Ces dernières ont augmenté de 40 % entre 2001 et 2006 dans les zones très polluées de Chine. Le taux de malformation est passé de 104,9 pour mille naissances en 2001 à 145,5 en 2006. Mais la pollution n'est pas la seule incriminée, car s'ajoute aussi une mauvaise hygiène de vie et le caractère tardif de certaines grossesses, selon le Centre national pour la santé des femmes et des enfants[35].

À la lumière de ces exemples apparaît clairement le rôle des décisions, des modes de gestion et des comportements des hommes pour parvenir au développement durable. Cela signifie-t-il que l'objectif du développement durable est insupportable dans la mesure où il contraint l'homme à le prendre en compte. Non, car il faut rappeler que « toute contrainte est une opportunité » Pour « les entreprises, le développement durable est même une extraordinaire chance à saisir. Les défis de recyclage, de retraitement, d'économie d'énergie sont porteurs de réponses innovantes et profitables. Dans le domaine alimentaire comme dans l'éthique de production, la traçabilité qui s'impose entraîne le renforcement de la proximité et du raccourcissement des chaînes qui vont du producteur au consommateur ».

En conséquence, la capacité de l'humanité à mettre en œuvre un développement durable n'est nullement entravée par la croissance démographique contemporaine[36] due aux progrès économiques, hygiéniques et sanitaires qui ont permis de faire reculer considérablement la mortalité. Pour ne citer qu'un nom, l'œuvre de Pasteur a été un bien en termes de développement durable, non un mal. L'avenir du développement durable n'est donc pas contraint par une fatalité démographique quelconque. Il dépend seulement de la capacité des hommes à se mobiliser, à inventer et à innover, avec le développement durable pour objectif.

---

[33] Cf. Également Dumont, Gérard-François, « Ville, population et environnement », dans : Wackermann, Gabriel (Direction), *Ville et environnement*, Paris, Ellipses, 2005.

[34] *Le Monde*, 17 juin 2007, p. 3.

[35] *Le Monde*, 31 octobre 2007.

[36] Croissance moyenne qui résulte d'évolutions très contratées, Cf. Dumont, Gérard-François, « La mondialisation s'applique-t-elle en démographie ? Tendances et perspectives pour le XXIe siècle », *Population & Avenir*, n° 691, janvier-février 2009.

Gérard-François DUMONT. Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne, auparavant Membre de section du Conseil économique et social, expert auprès du Comité économique et social européen, le recteur Gérard-François Dumont dirige la revue *Population & Avenir (www.population-demographie.org)*. Invité pour des conférences sur tous les continents, intervenant souvent comme expert dans les médias, il est également Vice-président de l'Académie de Géopolitique de Paris et administrateur de la Société de Géographie. Il a collaboré à plus d'une centaine d'ouvrages portant sur l'Europe, la Russie, la Méditerranée, l'Amérique latine, l'Afrique… Parmi ses ouvrages de référence figurent notamment *Les migrations internationales* (Sedes), *Les racines de l'identité européenne* (Economica), *Géographie de la France* (Ellipses), *Les populations du monde* (Armand Colin), *Populations et territoires de France en 2030, le scénario d'un futur choisi* (L'Harmattan), *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations* (Ellipses) et *Géopolitique de l'Europe* (Sedes). Son prochain livre, *La France en villes*, paraît chez Sedes en septembre 2010.

RÉSUMÉ / ABSTRACT

Population et développement durable

Par Gérard-François DUMONT

La science de la population, qui étudie notamment comment s'effectuent les relais entre les générations, est au coeur du développement durable puisque ce dernier est un « développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».
Néanmoins, dans le sillage du terme de « développement durable », une conception mal comprise de ce dernier consiste à promouvoir une nouvelle forme de malthusianisme, c'est-à-dire une attitude méfiante devant la vie humaine.
Il importe donc de confronter cette nouvelle forme de malthusianisme à la réalité démographique. L'analyse scientifique montre d'abord que les évolutions démographiques mondiales des deux derniers siècles sont la preuve d'un « développement durable », qui s'est concrétisé bien avant même sa formulation. Elle permet aussi de prouver qu'il ne faut pas faire de la hausse moyenne du peuplement dans le monde le bouc-émissaire de l'éventuelle insuffisance de développement durable.

Population and Sustainable Development

By Gérard-François DUMONT

The scientific study of populations, which notably focuses on transitions between generations, is at the heart of sustainable development when this latter is defined as "development that fulfills the needs of the present generation without compromising the ability of future generations to fulfill their own needs."
Nevertheless, fallout from the term "sustainable development" includes a miscontrued notion that takes the form of a new Malthusianism, that is to say a wary attitude toward human life.
It is therefore important to measure this new Malthusianism against demographic reality. Scientific analysis shows, first of all, that worldwide demographic changes in the past two centuries are proof of a "sustainable development" that took shape well before the term was coined. It also offers proof that the average worldwide population growth should not be made a scapegoat for the potential inadequacies of sustainable development.

Juillet-août 2010